



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2025142-0001

de mise en demeure à l'encontre de l'établissement secondaire de la société BONNETERIE DE SAINT ANDRE situé sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRE-LES-VERGERS

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 ;

VU le code du commerce, en particulier l'article L. 641-9 ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94/990A du 5 avril 1994 ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 00-0828A du 13 mars 2000 et n° 01-4541A du 21 décembre 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la décision du 19 janvier 2016 du tribunal du commerce plaçant l'établissement secondaire de la société BONNETERIE DE SAINT ANDRE situé sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRE-LES-VERGERS en liquidation judiciaire ;

VU le jugement du tribunal de commerce de TROYES du 19 janvier 2016 nommant Maître MAIGROT, liquidateur de la société BONNETERIE DE SAINT ANDRE ;

VU la notification de cessation d'activité du 2 mars 2018 ;

VU le courrier préfectoral du 5 avril 2022 adressé à Maître MAIGROT ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 28 mars 2024, établi à la suite de la visite d'inspection sur site du 7 mars 2024 ;

VU le courrier recommandé avec accusé de réception du 4 avril 2024 de l'inspection des installations classées, transmettant le rapport susvisé du 28 mars 2024, auquel est annexé le projet d'arrêté d'arrêté de mise en demeure ;

VU l'absence de remarques du liquidateur judiciaire sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que Maître MAIGROT s'est vu confier par le tribunal de commerce la liquidation judiciaire de l'établissement secondaire de la société BONNETERIE DE SAINT ANDRE situé sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRE-LES-VERGERS ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 641-9 du code du commerce « *Les droits et actions du débiteur concernant son patrimoine sont exercés pendant toute la durée de la liquidation judiciaire par le liquidateur* » ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement prévoit dans sa version en vigueur avant le 1^{er} juin 2022, les dispositions suivantes :

« I.- *Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.*

II.- *La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :*

1° *L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;*

2° *Des interdictions ou limitations d'accès au site ;*

3° *La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;*

4° *La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.*

III.- *En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. » ;*

CONSIDÉRANT que la notification de cessation d'activité du 2 mars 2018 est incomplète sur les mesures prises ou prévues pour assurer la sécurité du site, notamment pour supprimer le risque incendie (au niveau du poste transformateur ERDF - aujourd'hui ENEDIS - toujours présent), ainsi que sur celles prises pour surveiller les effets de l'installation sur son environnement, qui restent d'actualité malgré la destruction des bâtiments ;

CONSIDÉRANT que le site présente donc toujours potentiellement un risque incendie ;

CONSIDÉRANT que l'interdiction d'accès au site n'est pas assurée ;

CONSIDÉRANT que le site présente donc des risques réels d'intrusion et d'accident ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement prévoit dans sa version en vigueur avant le 1^{er} janvier 2023 les dispositions suivantes :

« I. - *Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.*

II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. [...]» ;

CONSIDÉRANT que malgré une relance du liquidateur judiciaire, formulée par courrier du 5 avril 2022, de procéder à la détermination de l'usage futur du site, aucune démarche associée n'a été notifiée à ce jour ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit les dispositions suivantes :
« I.- Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. [...] » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

L'établissement secondaire de la société BONNETERIE DE SAINT ANDRE, représenté par Maître MAIGROT en sa qualité de liquidateur judiciaire, est pour ses installations implantées 33 rue des Frères Gillet mis en demeure de respecter les prescriptions incluses dans les références réglementaires listées dans le tableau ci-dessous, dans les délais associés :

Référence réglementaire	Délai
Code de l'environnement, article R. 512-39-1 (version en vigueur avant le 1er juin 2022)	1 mois
Code de l'environnement, article R. 512-39-2 (version en vigueur avant le 1er janvier 2023)	1 mois

Article 2 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article premier du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à Maître MAIGROT en sa qualité de liquidateur judiciaire de l'établissement secondaire de la société BONNETERIE DE SAINT ANDRÉ.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Troyes, le **22 MAI 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Mathieu ORSI



Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.